

NOTE

A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

----

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

**OBJET : Questions d'actualité du week-end**

*« Je trouve qu'on ne parle pas vraiment de politique. Quand on nous laisse penser qu'on parle politique, en fait on n'en parle pas vraiment, ou pas des sujets important. » (SSP)*

*« Ce qui m'a beaucoup marqué c'est la désinvolture des politiques. Ils sont dans leur monde. Ils s'occupent de leurs préoccupations. Justement la désinvolture qu'ils ont à traiter les sujets. Je pense aux faits qui nous sont rapportés par les medias. Je suis révoltée par la non prise en compte des gens qui travaillent. » (EELV)*

*« De voir tous les malheurs. Quand on regarde la télé les trois quarts du temps il y a des violences. La haine qu'il y a partout ». (PS)*

*« La montée du Front National. Parce que ça représente l'écroulement de la politique. » (SSP)*

**1. Politique migratoire /Calais**

⇒ Le sujet fait à nouveau énormément parler et **le nombre de citations remonte** (certainement le premier sujet, à confirmer avec les quantifications).

**Comme depuis le début, s'y mêlent des sentiments contradictoires** : colère, peur, sentiment que l'on n'a pas les moyens d'accueillir ; mais aussi impuissance, indignation face aux conditions de vie à Calais, ... ; et, de plus en plus, le sentiment que l'on nous cache des choses. **Mais tous dans cette confusion convergent vers un constat** : l'Etat ne paraît pas maîtriser, semble réagir au coup par coup sans gérer les conséquences de long terme.

⇒ En quanti, **seuls 20% des Français se disent satisfaits de la gestion du dossier de Calais par le gouvernement** (29% des sympathisants de gauche).

Il ne s'agit cependant **pas tant d'une contestation de l'orientation politique** : interrogés sur la ligne du gouvernement, les Français la croient assez « *équilibrée entre humanité et fermeté* » (38%, 47% à gauche) contre que 38% pensant qu'elle « *insiste trop sur le côté humanitaire et les conditions d'accueil des réfugiés* » (22% à gauche) et 21% estimant à l'inverse qu'elle « *insiste trop sur la fermeté et la lutte contre l'immigration clandestine* » (28% à gauche). Nous sommes donc **en théorie à l'équilibre de la gauche, assez proche de ce qu'attendent l'ensemble des Français**.

Mais **la critique vient de ce que cette ligne n'est pas vue**. Seuls 56% des Français ont « *entendu parler* » des annonces de B. Cazeneuve sur Calais cette semaine, et très peu (13%) « *sait de quoi il s'agit* ». On n'en trouve pas de trace spontanée dans les verbatims. Cela rejoint les mesures UBM réalisées par le SIG montrant que l'exposition médiatique du déplacement à Calais a été relativement faible. Notons que les habitants du Nord ne sont pas plus informés que les autres. **Nous paraissions ne pas apporter de réponses, subir voire laisser la situation se dégrader.**

« Les migrants, personne ne fait rien pour eux. Il faut soit stopper le flux de arrivées, soit les aider à se disperser dans chaque commune. Le gouvernement devrait faire quelque chose, que soit en France ou dans leur pays, on ne peut pas les laisser là en masse. » - Europe écologie les verts

« L'exode des réfugiés et la façon dont la classe politique traite ce sujet. C'est balayé sous le tapis et exploité d'une manière aberrante. On laisse s'installer une peur » - Parti socialiste

« La controverse entre la droite et la gauche, ça passe d'un extrême à l'autre, certains disent qu'il faut les reconduire, d'autres sont prêts à créer des centres d'accueil. » - Les républicains

« Ils sont trop nombreux à venir, ça va péter. Quand ils sont peu, ils sont normaux, ils s'intègrent bien, mais lorsqu'ils sont en masse ils sont dangereux et pensent que nous sommes racistes alors que ce sont eux. Le gouvernement dirige très mal ce sujet, les politiciens n'ont plus leur place. » - SSP

« Depuis un certain temps on ne fait que de parler de la vague d'immigration. Ça me fait peur, moi j'ai peur de l'envahissement parce que la France n'a pas les moyens d'y subvenir. » - Front National

« C'est le fait qu'on renvoie les migrants en jet privé. Et bien je ne pourrais jamais me le payer moi. Le coût. Je le trouve trop cher. » - SSP

« Il y en a certains qui ont des privilèges, surtout des immigrés, quand moi je suis au chômage. Déjà pour les soins médicaux le dentiste, ils touchent la CMU alors que moi non. Par exemple le magasin Leclerc donne un chèque de 150 euros par mois pour les immigrés. » - Front National

## 2. Moirans / Autorité de l'Etat

⇒ Le sujet arrive **nettement derrière Calais** en nombre de citations, mais réveille des représentations lourdes (sur **l'autorité de l'Etat**) et des **jugements durs**.

Le gouvernement est vu comme ayant réagi de manière trop tardive (59%, 64% dans les communes rurales, 49% à gauche) ; insuffisamment ferme (55%, et à peine 50% l'ont jugé suffisamment ferme à gauche) ; inefficace (55% dont la moitié des sympathisants de gauche).

⇒ Cette réaction est perçue comme un nouveau symbole du **délitement de l'autorité de l'Etat** : 80% jugent ainsi que « *l'autorité de l'Etat n'est plus respectée, les récents événements en sont la preuve* » (54% à gauche) contre 18% pour qui « *les récents événements ne sont que des cas isolés, l'autorité de l'Etat est respectée* ».

De même, 67% des Français ont le sentiment que **l'autorité de l'Etat a décliné** depuis 2012 - dont 40% « *tout à fait d'accord* ». Ce sentiment est fort jusqu'à la gauche (47%). Mais s'ils nous jugent durement, **les Français n'en sont pas moins sévères avec l'opposition**. 68% jugent ainsi les critiques formulés par les responsables des Républicains « *irresponsables et politiciennes* » (dont 52% des électeurs de Nicolas Sarkozy) contre 26% « *responsables et argumentées* ». Ils ont la **même sévérité envers le Front National** : 68% jugent les critiques irresponsables (dont 69% des électeurs Sarkozy), et 29% argumentées (71% des électeurs de MLP).

Ce sont donc bien **l'ensemble des politiques qui sont vus comme impuissants, subissant, et n'ayant plus prise sur les événements qui bouleversent la vie des Français**.

⇒ Beaucoup semblent enfin voir dans ces événements le **signe qu'il existe une forme d'impunité et d'injustice**, persuadés que le citoyen moyen aurait été traité durement par le système (impôts, amendes).

« Le déchaînement des Roms par rapport aux événements de Moirans. Il y a eu trop de débordements. Il est important pour moi que les décisions de justices soient respectées et appliquées. Le laxisme de cette situation m'a choqué. » - Parti socialiste

« Les gens du voyage et qui manifestent. Ils sont violents même si ils ont leurs raisons ils cassent tout et moi si je le faisais j'irais en prison » - Parti socialiste

« Les incidents avec les gens du voyage. Si les gendarmes étaient intervenus il y aurait eu moins de dégâts, il y a eu un restaurant qui a été brûlé, ils auraient dû intervenir beaucoup plus tôt. » - SSP

Ces images ont également **rappelé l'autoroute A1**, qui semble être resté dans les mémoires.

*« Les problèmes avec les gitans qui ont brûlé les voitures. C'est politique, c'est au niveau de la ministre de la justice qui a trop œuvré en faveur des personnes incarcérées. Parce que c'est quand même des personnes qui ont fait des bêtises. Et d'autoriser une fois, ça se reproduit deux mois après ».* Parti socialiste

⇒ A noter que **l'on retrouve souvent des amalgames de toutes ces violences : Calais et Moirans** (les migrants et les gens du voyage, tous des « étrangers » facteurs de « bazar » et des situations que l'Etat « ne sait pas gérer »), **les tensions sociales, les invectives et les sentiments d'injustice** ; confortant l'image d'une société violente, dure, qui craque de partout.

*« Les drames avec les gens du voyage. Une personne qui devait se rendre dans un enterrement d'un malfrat. La politique devrait être plus énergique pour ces gens-là. Je ne vois pas, mais il faut qu'il se passe quelque chose aussi pour les migrants de Calais »* - Parti socialiste

*« Les migrants. Les gens du voyage. Tout le bazar qu'ils font toute la violence qu'il donnent et qu'il reçoivent »* - Front National

*« Tous les chocs. Les gens se révoltent et je les comprends. Les ouvriers qui se sont révoltés contre leur patron à Air France. Il y a beaucoup de droits injustes pour les gens : quand je vois tous ces réfugiés qui arrivent et on leur donne, on leur dit qu'on peut, alors que pour les Français on leur dit qu'on ne peut pas. »* - SSP

*« La justice et Taubira, elle ment devant la terre entière. La police qui n'est pas soutenue par la justice et le gouvernement, obligée d'aller devant le ministère, et les avocats aussi... il y a aussi la santé quand les médecins sont obligés de se mettre en grève. Ça me marque, parce que on fonce dans le mur et on est obligés de tenir tout ça 5 ans, ça devient lourd. »* - Les républicains

*« La visite de chef de l'Etat et un représentant de la CGT qui a refusé de lui serrer la main. J'ai trouvé que cette personne exprimait son opinion qui je pense est partagée. Beaucoup de Français en ont ras le bol »* - SSP

*« Toutes les conneries qu'on nous sort. Nos petits vieux qui ont bossé toute leur vie n'ont pas les moyens, et on donne tout aux autres alors qu'ils foutent le bordel. Un petit Français moyen qui fait une connerie, il va en taule alors qu'on relâche les violeurs. »* - Front National

### 3. Autres sujets

⇒ **L'accident du car soulève encore très peu de commentaires** (les personnes ont été interrogées vendredi et samedi). Ceux qui en parlent considèrent que c'est une tragédie mais ne cherchent pas particulièrement de responsables et n'attendent pas que l'on politise le sujet - sauf à paraître dans la récupération ou la tentative de faire oublier les sujets dont nous sommes réellement responsables.

*« C'est pas politique l'accident du car. »* - Les républicains

*« L'accident d'autocar qui est arrivé hier. Les politiques sont venus sur place. C'est tout le monde sur tous les sujets quels qu'ils soient. Aujourd'hui la politique c'est une langue de bois, on ne sait plus où est la vérité. Tout paraît faux »* - SSP

*« Je vous livre une impression générale je pense à sa présence sur les lieux de l'accident avec le bus. Ça me gêne toujours qu'il y ait un manque de décence par rapport aux gens, c'est un affichage politique, j'ai l'impression qu'on noie le poisson »* - SSP

⇒ **La conférence sociale a été peu entendue** malgré l'attention médiatique (les Français sont assez peu intéressés par les postures, même de la CGT) : 50% des Français en ont entendu parler, **15% seulement savent de quoi il s'agit**.

Seuls 36% ont entendu parler du **compte personnel d'activité**, dont **11% savent de quoi il s'agit**. La progression est modeste par rapport à avril dernier (+5 points).

⇒ **L'accord sur les retraites est davantage commenté**, surtout par ceux que cela concerne directement. Aucun ne semble voir qu'en contrepartie des efforts, l'accord les « préserve » de décisions beaucoup plus difficiles et garantit mieux la soutenabilité du système. Il faudra sans doute le **rappeler autant que possible**.

« Les retraites. Plus on approche de la retraite et plus elle est repoussée, et moins on gagne. » - SSP

« On en a parlé un peu de la retraite qui est retardée de plus en plus. J'aimerais savoir à quel âge enfin je vais prendre la retraite. C'est les politiciens qui décident ça et c'est imprécis. » - LR

« Je me sens concerné, vous cotisez toute votre vie selon certaines règles et finalement on les change. C'est le non-respect des engagements pris » - Modem

« Les débats sociaux sur la retraite complémentaire. Ça me touche, c'est un débat récurrent. Moi je pense que quand je serai à la retraite ça n'existera plus. » - PS

⇒ 70% des Français (66% à gauche, 76% à droite) sont **favorables au service civique obligatoire**, dont 29% « *tout à fait* » (intensité relativement importante). C'est dix points de moins qu'après les attentats de janvier, **revenu dans la moyenne de ce que nous mesurions auparavant**.

⇒ **57% des Français jugent qu'ils ne voteront jamais pour MLP, 40% pourraient voter pour elle** (19% ont déjà voté pour elle, 21% jamais mais pourraient le faire à certaines élections) : c'est **proche de ce que l'on mesurait déjà avant les précédentes élections**.

➤ L'actualité est **toujours très chargée** mais ne va pas dans notre sens. Beaucoup des repères semblent s'ébranler. Paraissent en particulier ressortir les sentiments :

i. **d'un effondrement de l'autorité de l'Etat qui laisse place à une société de plus en plus violente.** On croit à une faiblesse du système qui laisse faire les groupes catégoriels et accepte l'impunité (dans l'esprit de beaucoup, c'est parce que nous avons laissé faire en août que les gens du voyage se sont autorisés à Moirans). L'Etat et les politiques semblent débordés, subissent les événements plutôt qu'anticiper. Les citoyens face à cette violence se sentent démunis, sans protection.

ii. parallèlement une **généralisation de l'injustice**, du « *deux poids, deux mesures* ». C'est l'avvers de la même médaille : la société est **violente parce qu'elle est injuste**. Les salariés que l'on poursuit alors que les patrons s'en mettent « *plein les poches* » ; les immigrés à qui l'on donne « *tout* » (logement, accès à la santé, « *chèques de Leclerc* ») alors que les gens « *ici* » n'ont droit à « *rien* » ; certains groupes qui peuvent saccager et voler en toute impunité alors que le citoyen lambda se sent persécuté par les impôts et poursuivi pour la moindre faute...

En ressort une **colère contre un système qui semble protéger certains** (les puissants, les politiques), **paniquer face à d'autres** (ceux qui sont capables de l'intimider), et **s'éloigner de plus en plus de la défense des intérêts du Français « moyen »**. Offrant une caisse de résonance au discours antisystème de Marine Le Pen, dans toutes les catégories de population.

iii. par-dessus cela, le **sentiment d'un rapport à la réalité qui devient dysfonctionnel**, reproche se déployant sur plusieurs plans :

- celui, récurrent, adressé aux élites de **ne pas voir la réalité dont les gens souffrent au quotidien**. A noter que **les médias n'y échappent pas** (sauf la PQR) : sur la crise migratoire ou les tensions et violences, ils se sont systématiquement concentrés sur des points annexes, sans comprendre les attentes ni transmettre les réponses. Les Français le sentent (dissociation entre flux médiatique et mémorisation) mais n'ont pas d'autre source que ce flux déconnecté et papillonnant. D'où le sentiment d'une **absence de gestion sur les enjeux qu'ils jugent importants**, qui touche d'ailleurs **autant l'opposition que nous**.

- s'y est ajouté, ces dernières semaines, **l'impression que l'on veut « cacher » quelque chose, que l'on n'assume pas la réalité**. Sur le nombre de retours effectifs des déboutés du droit d'asile, les moyens utilisés pour ces expulsions, la réalité des poursuites engagées suite à l'A1 puis à Moirans, une succession d'avènement a pu donner le sentiment que nous « mentons » consciemment ou par omission. Cela **nourrit la suspicion et empêche nos discours et mises au point d'être crédibles** (en particulier sur le fait que nous ne faisons pas face à une « invasion » de réfugiés ou que C. Taubira n'a pas « vidé les prisons »).
- c'est dans ce contexte que les Français voient se **rapprocher les échéances électorales, mais n'en perçoivent pas les enjeux et renvoient tous les politiques dos à dos**.

➤ Reprendre plus fermement la main et redonner un sentiment de « **maîtrise** » peut passer par :

- **se remettre du côté du réel** (sur les violences, les réfugiés, la situation économique du pays) pour réfuter le déni ou le décalage que l'on nous reproche sans être pour autant dans l'incantation (les paroles trop éloignées des sujets du moment) ou l'instrumentalisation (la présence pour la présence, qui ne permettent pas de donner du sens sur ce qu'il se passe ou les choix de société).
- **se concentrer plus encore, à tous les niveaux (PR, PM) sur les seuls sujets qui paraissent important pour les Français** (qui ne sont pas dupes de la BFMisation, quand ils ne sont pas franchement méfiants) ; s'il le faut par des messages directs. C'est aussi le moyen de s'extraire de la « réaction » aux événements ou polémiques qui donne le sentiment d'une gestion au coup par coup, pour se remettre en capacité d'agir pour tous (protection, apaisement, promotion de l'intérêt général).

➤ **A court terme, plusieurs sujets paraissent à traiter :**

- sur **Calais et la crise migratoire, démultiplier les messages de B. Cazeneuve** qui sont les bons mais ont été mangés par le filtre médiatique. Il faudra sans doute, en l'état de décrédibilisation de notre parole, les répéter de nombreuses fois pour qu'ils soient entendus.
- sur **Moirans**, le sujet pourrait s'estomper assez vite si nous ne faisons rien mais laissera une trace très négative. Mieux vaut certainement **assumer une réalité même complexe que paraître la cacher ou s'en désintéresser**. S'il n'y a d'interpellations possibles rapidement, expliquons pourquoi : les casseurs étaient manifestement bien préparé, avaient anticipé les recherches, l'enquête sera longue et n'est pas certaine d'aboutir, mais nous ferons tout ce qui est dans nos moyens. L'opinion peut être prête à l'entendre, et nous donnerons au moins le sentiment de ne pas tolérer l'impunité.

De même si des interpellations à **Amiens** sont proches, nous pourrions les utiliser pour montrer que **rien ne sera laissé sans suite, même si cela prend du temps** (la République vous rattrapera...).

- sur le climat social en général, continuer à **exemplifier à chaque occasion la ligne d'apaisement et de remise en ordre** – d'apaisement *car* remise en ordre par les règles et leur application. Ce qui sera dit sur les 10 ans des émeutes pourrait être entendu.
- à l'approche des **régionales** multiplier les **appels à la responsabilité collective et à la reprise en main** pour réfuter de front les perceptions de politiques plus intéressés par les chamailleries et les postes que les angoisses du réel. A noter que les **sondages du FN interpellent, en particulier à gauche** : nous pourrions poursuivre nos efforts de « cadrage » des enjeux hors polémiques politiciennes (choix de société, conséquences concrètes sur les politiques dans les nouvelles régions).
- se **préparer à réinvestir les sujets économiques**, dont on voit les difficultés à parler en ce moment mais sur lesquels il faudra projeter notre retour (plan d'ensemble pour après les régionales ?).